

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

18^{ème} année - N° 3112 - Jeudi 08 Mars 2018 - Prix : 200 Fc

LIVRE TÉMOIGNAGE

Douze femmes à l'honneur



Douze femmes à l'honneur à l'occasion de la journée de la femme

Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Mars 2018

Lever du soleil:

06h 10mn

Coucher du soleil:

18h 27mn

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 22mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



EDUCATION

Renforcer les sciences dans les lycées

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

EDUCATION

Renforcer les sciences dans les lycées

Le ministère de l'éducation nationale, avec l'appui du Centre International d'Etude Pédagogique (CIEP) de La Réunion, a mis en place le projet d'appui à un enseignement scientifique d'excellence dans les écoles secondaires de l'Union des Comores.

Renforcer l'enseignement des sciences dans les écoles secondaires des Comores, un projet lancé hier par le ministère de tutelle et le Centre local du Centre International d'Etude Pédagogique de la Réunion. Cette année, 3 établissements pilotes, le Lycée Said Mohamed Cheikh de Moroni ainsi que les lycées de Domoni et de Fomboni, sont concernés. « Le projet sert à accompagner les autorités du ministère de l'éducation nationale à mettre en place un enseignement d'excellence des sciences : en science chimie, physique et science de la vie et de la terre, et surtout développer la mise en place des travaux pratiques et des travaux dirigés dans les classes de sciences », explique Patrick Parrot.

Le projet vise à accompagner une ré-



Le lycée SM de Moroni équipé en matériel scientifique par La Réunion

forme en profondeur de l'enseignement des sciences, conformément aux résolutions prises dans le cadre de la transition du secteur de l'éducation adoptées par le gouvernement comorien. Il s'articule autour des visites d'études, des actions de formation continue au bénéfice des enseignants des disciplines scientifiques (sur le plan méthodologique, pédagogique et renforcement linguistique), de dotation des laboratoires scolaires en kits d'expérimentation favorisant la

mise en œuvre d'un enseignement des sciences fondé sur l'investigation et l'organisation d'événements promotionnels autour de l'enseignement des sciences.

« Pour le moment, les enseignants comoriens sont bien formés à l'Université des Comores et ils maîtrisent leur discipline mais ils ont des difficultés à mettre en place des séances de travaux dirigés pour faire faire des expériences avec leurs élèves parce qu'ils n'étaient pas bien préparés, mais aussi à cause du

manque de matériel. Le projet vise aussi à équiper les 3 établissements pilote avec un matériel important et mettre en place des petites expériences dans la science », poursuit-il.

Le commissaire à l'éducation de l'île de Ngazidja a salué cette initiative soulignant l'importance des sciences dans le développement économique des pays. « Les disciplines scientifiques commencent à disparaître dans notre pays. Et sans cette discipline, il n'y aura pas de développement. C'est pourquoi aujourd'hui, on fait le tout pour renforcer ce secteur », avance Maoulida Ben Ousseï. Le projet d'appui aux sciences dans le pays est financé par le programme INTEREG Océan Indien de la Réunion mais aussi par l'AFD et l'ambassade de France aux Comores. La durée du programme est d'une année scolaire. Après cette première session au lycée de Moroni, deux sessions se tiendront respectivement au lycée de Fomboni puis celui de Domoni au mois de mai prochain.

Mohamed Youssouf

CANAL+ YA WANTRU PIA⁽¹⁾

VOTRE DECODEUR A

4 000 KMF

AU LIEU DE ~~12 000~~ KMF⁽²⁾

VALABLE SUR LES OFFRES LE PACK ET TOUT CANAL+

canalplus-comores.com

(1) Ya wantru pia : CANAL+ pour tous.

(2) Offre valable aux Comores à partir du 01/03/2018 pour tout nouvel abonnement d'une durée minimum d'un mois en paiement comptant aux formules LE PACK ou TOUT CANAL+, uniquement pour toute personne non abonnée au cours des 3 derniers mois. Le décodeur satellite est à 4 000KMF. Le kit de fixation de la parabole et la parabole sont offerts. Hors installation de la parabole (5 000KMF). Voir l'ensemble des conditions en boutiques CANAL+ ou sur canalplus-comores.com.

LES OFFRES
CANAL+

LIVRE TÉMOIGNAGE

Douze femmes à l'honneur

Hier au Foyer des femmes de Moroni, s'est tenue une séance de présentation du livre témoignage intitulé « Tsi chindi, Ngodjo Chinda ! J'ai réussi, tu réussiras ! Douze femmes, douze parcours exceptionnels ».

Dans le cadre de la semaine marquant la célébration de la journée internationale de la femme, le 8 mars, le commissariat national de la protection au genre, en partenariat avec le Centre européen d'appui aux élections (Eces), annonce le lancement officiel du livre intitulé :

« Tsi chindi, Ngodjo Chinda ! J'ai réussi, tu réussiras ! ». Dans ce livre, douze femmes comoriennes livrent leur « parcours exceptionnels », visant à encourager la participation politique des femmes en Union des Comores.

Au cours d'une séance de dédicaces, Mme la commissaire au genre, Sitti Farouata Mhoudine, informe que le lancement de ce livre figure dans les priorités du gouvernement issues de l'élection présidentielle de 2016 qui a présenté la vision « Comores émergentes à l'horizon 2030 », en faveur de la participation des femmes au développement économique et politique du

pays.

Ce livre qui contient des entretiens exclusifs de douze femmes, avec leur parcours et expériences, a été réalisé par le commissariat national de la solidarité avec le soutien de la fondation du Centre européen d'appui aux élections (Eces), l'Union européenne et l'ambassade de Suisse aux Comores. Parmi les parcours cités, l'actuelle députée et initiatrice de la loi sur la représentativité des femmes, Hadjira Oumouri, l'ancienne commissaire générale pour la promotion du genre entre 2011 et 2013, Bouchrat Abdouhalim ou encore Sahara Soilih, porte-

parole du parti la France insoumise et championne du monde de kick-boxing.

« La détermination et la confiance en soi sont les deux leviers essentiels pour la réussite », ont confié ces femmes, en conférence au foyer des femmes de Moroni, hier, pour le lancement du livre témoignage. Pour le directeur de la fondation Eces, qui est aux Comores depuis 2014, le but est d'encourager la participation politique de la femme.

Ibnou M. Abdou

JOURNÉE DE LA FEMME

Hadjira Oumouri: "La femme doit s'imposer et arracher les grands postes"

En marge de la journée internationale de la femme, les Comoriennes appellent le gouvernement à les soutenir pour mieux s'imposer. Une requête que Hadjira Oumouri, députée à l'assemblée nationale, défend becs et ongles.

Les Comoriennes, en cette journée de la femme, lancent un cri pressant à l'endroit des autorités du pays; toutes souhaitent du gouvernement qu'il soutienne leur cause en les aidant à s'imposer davantage. Hadjira Oumouri, la seule femme députée de l'Assemblée Nationale, estime qu'il est temps que les femmes s'imposent tant dans le milieu politique que dans les instances de prise de décision du pays. « La femme comorienne fait tout aujourd'hui et elle se trouve partout. Malgré tout cela, elle est toujours perçue comme un être faible. Il est temps qu'elle s'impose et mette de côté ses faiblesses », déclare-t-elle.

Pour ce qui est des prises de décisions, la députée déplore l'absence des Comoriennes. A titre d'exemple, elle cite une à une les sociétés d'Etat, toutes dirigées par des hommes. Pour ce qui est des postes gouvernementaux, Had-

jira Oumouri regrette que sur les 7 ministères, une femme seulement y figure. « Dans le premier gouvernement d'Azali, il n'y avait aucune femme. Dans le second, une seule femme est présente, occupant le ministère de la santé et de la promotion du genre. On n'est pas d'accord car on a les capacités pour diriger un grand ministère comme le ministère des affaires étrangères ou des finances ».

Sur le plan politique, les Comoriennes ne sont pas très représentées non plus. Il est rare de voir une femme à la tête d'un parti politique. « Les femmes contribuent beaucoup et elles ne sont pas mises en valeur. Certes il y a une faiblesse de leur part mais il faut le dire, il y a des intimidations de la part des hommes aussi », déplore Hadjira, avant d'ajouter que « chaque jour, on fête le 8 mars et rien ne change. Il est temps que le gouvernement nous apporte son soutien et que les femmes aussi s'imposent et arrachent les grands postes car ce sont elles qui doivent commencer. Il est temps de prendre le taureau par les cornes ! ».

Zaharia Said Ahmed, ancienne candidate aux élections présidentielles de 2010, pense elle que les textes favori-



Hadjira Oumouri députée à l'assemblée nationale

sent beaucoup les femmes. Ces derniers temps, les femmes osent se présenter dans les élections et autres instances. Elle pointerait toutefois du doigt leur absence dans le gouvernement actuel. « La participation de la femme est sous représentée dans l'administration publique, privée et dans les institutions malgré leurs compétences et en dépit de leur droit de participer à la gouvernance démocratique », lance-t-elle.

Cette femme politique citera deux obstacles qui résument cette situation de la femme, d'une part des entraves structurelles causées par des lois et des institutions discriminatoires qui rédui-

sent encore leur possibilité de se porter candidate à un mandat électif. D'autre part, le manque de moyens de ces dernières qui fait que les femmes ont moins de chance que les hommes de suivre une formation, nouer des relations et bénéficier des ressources nécessaires pour devenir des dirigeantes performantes. « La femme comorienne peut mieux faire si elle a les moyens. Il est temps que le gouvernement nous apporte son soutien pour qu'on puisse construire ensemble notre Nation ».

Mohamed Youssouf

DIPLOMATIE

Vers la mise en place d'une commission mixte Comores/Egypte



Mohamed Elamine Soeuf et son homologue égyptien

Le ministre des affaires étrangères a rencontré au Caire, son homologue égyptien dans le cadre du conseil des ministres de la ligue des Etats Arabes qui s'est ouvert hier

mercredi. Plusieurs sujets abordés dont l'opportunité de la mise en place d'une commission mixte Comores-Egypte.

En marge du conseil des ministres de la ligue des Etats Arabes, le ministre des affaires étrangères comorien, Soeuf Mohamed El Amine a rencontré son homologue égyptien, M. Sameh Shoukry. Les échanges entre les deux ministres ont essentiellement porté sur le renforcement des relations bilatérales. Autre point abordé, l'opportunité de mettre en place une commission mixte Comores/Egypte. Les deux parties ont abordé la question du visa d'entrée en Egypte pour les ressortissants comoriens et un nouveau mécanisme est attendu pour faciliter la libre circulation entre les deux pays.

Le chef de la diplomatie comorienne a salué l'apport de l'Egypte dans la formation des cadres comoriens et a fait part à son homologue, des efforts du président Azali Assoumani à amorcer le décollage socio-économique du pays. De son côté, M. Sameh Shoukry s'est félicité de l'établissement de la coopération bilatérale et a montré la disponibilité du gouvernement égyptien à accompagner la mise en œuvre des conclusions des assises nationales et appuyer les Comores dans les secteurs qu'elle aura identifiés comme prioritaires.

Mohamed Youssouf

Interview / Mme Zaharia, ancienne candidate aux élections présidentielles " La femme à peu d'outils et pourtant elle son mot à dire "

Dans le cadre du lancement d'un livre « Tsi shindi, Ngamdjo shinda », dédié à 12 femmes au parcours atypique, une initiative du commissariat au genre avec le soutien de l'ECES. La Gazette s'entretient avec neuf d'entre elles. Au tour de Zaharia Said Ahmed de répondre à nos questions.

Vous êtes une femme engagée sur le front politique et sur la société civile. Quel regard portez-vous sur la situation de la femme comorienne en général ?

Zaharia Said Ahmed : Premièrement, c'est de remercier certaines femmes qui militent pour que la femme puisse avoir les mêmes droits que les hommes dans le but de participer dans la construction de notre pays. La femme ne peut pas être spectateur du développement de son pays. Elle a droit de participer à tous les niveaux. Celant étant, je reconnais que la femme à peu d'outils et pourtant elle a aussi son mot à dire tout comme les hommes. Je demanderai au gouvernement et toutes les parties prenantes qu'ils s'investissent pour soutenir la femme à devenir une dirigeante performante.

Pourquoi la femme peine à percer dans les milieux politiques ?

Z.A.S : Il y a plusieurs raisons, notamment le fait qu'on ne partage pas les charges de nos foyers soit avec nos maris, nos frères ou nos pères. Ce qui

fait qu'on est une proie facile. Nous vivons politiquement et constamment sous un chantage, comme quoi, si on ne suit pas le mari et le frère, il me privera des vivres. Il y a d'autres contraintes qui font que la femme est confrontée à plusieurs obstacles. Notamment les lois, les comportements, les stéréotypes et les discriminations. Ceux-ci constituent un frein qui empêche la femme de militer d'une manière effective dans la politique. Mais avec le temps, la femme commence à trouver sa place. Il y a aussi le manque de confiance en soi. Moi j'adhère au concept de la discrimination positive. Discrimination est une discrimination. Elle ne pouvait pas être positive. Autre fait, il y a peu de femmes qui militent par crainte de je ne sais pas quoi. J'espère que le courage de certaines femmes qui se sont déjà intégrées, constituera un déclic pour les autres.

Vous étiez candidate aux élections présidentielles de 2010. Que vous inspire cette expérience ?

Z.A.S : Pour être candidat, cela est arrivé naturellement. Au lycée, j'avais un professeur de sport. Elle m'inspirait déjà dans mon parcours. Déjà à la maison de retour du lycée, j'ai raconté souvent à ma famille sa constitution, son air d'un garçon manqué. Elle était bien bâtie et gentille. Je disais souvent à mon père, il faut que je la ressemble. D'un autre côté, mon père est un commissaire de police. Je me grillais d'impatience avant qu'il rentre, pour que je



Zaharia Ahmed ancienne candidate à la présidentielle

puisse lui subtiliser son kaki. Je voulais tellement lui ressembler. Très tôt, j'ai aussi manifesté mon ambition de vouloir devenir une basketteuse. Mon père m'encourageait. Il m'achetait les vêtements de sport, les ballons de basket. Il m'emmenait même au stade. Quand, j'ai obtenu mon Bac, je me suis dit pourquoi ne pas faire des études universitaires dans l'éducation physique et sportive. Diplômée en la matière, je suis revenue l'enseigner. Vous imaginez en ce temps là, les regards que j'ai confrontés, une femme qui enseigne le sport. Au fur et à mesure, les gens ont commencé à comprendre que c'est une matière comme tant d'autres. Cela

étant, je me suis posé la question, pourquoi je ne pourrais pas être moi aussi chef de l'État, à partir du moment où, j'ai enseigné le président, le ministre, le médecin, le mécanicien, des pilotes et des colonels. C'est de là qu'est venue mon ambition de me porter candidate. Pour montrer que la femme peut être aussi tout cela. L'expérience était enrichissante. J'étais battue mais pas abattue. Il faut persévérer. Je suis convaincue que nous réussirons et relèverons le défi.

Propos recueillis par
Maoulida Mbaé

Journée internationale des femmes - 8 mars

« *L'égalité des chances justifiée économiquement* »

Dans le monde entier, les préjugés sexistes attirent à nouveau l'attention. Par le truchement de manifestations et des campagnes virales sur les médias sociaux, les femmes de tous les milieux exigent que cessent les comportements de harcèlement sexuel, les agressions sexuelles, les meurtres contre les femmes et l'inégalité.

Or, même si les mouvements #BalanceTonPorc et #TimesUp ont réussi à toucher une corde sensible auprès du grand public, la lutte pour atteindre la parité est loin d'être terminée. L'émancipation des femmes et des jeunes filles est un élément essentiel de l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030. Toutefois, à l'heure actuelle, les préjugés sexistes demeurent un obstacle de taille aux progrès sociaux en raison de tendances qui sont particulièrement lourdes dans le monde du travail.

Selon Catalyst, un organisme à but non lucratif qui recense les femmes à direction de grandes entreprises, il n'y a actuellement que 5% des sociétés du S&P 500 qui sont dirigées par des femmes. Selon une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), cette statistique peu reluisante est d'autant plus étonnante si l'on sait que 73% des multinationales sont censées avoir mis en place des politiques d'égalité des chances. Qui plus est, malgré le fait que les études indiquent une relation évidente entre la santé financière de sociétés et la parité des sexes, les femmes occupent moins de 20% des sièges avec vote sur les conseils d'administration des plus grandes sociétés internationales.

Il est impératif de remédier à ces lacunes économiques et éthiques. Une étude réalisée par le McKinsey Global Institute en 2015 a révélé que si les femmes et les hommes jouaient un « rôle identique dans le monde du travail », 28 000 milliards \$ supplémentaires seraient générés dans l'économie mondiale d'ici 2025. Ces gains mondiaux viendraient en sus des bénéfices engrangés individuellement par les entreprises. Les entreprises où l'égalité des sexes est bien implantée sont en général plus innovatrices, plus généreuses et plus rentables. Mais, dans l'état actuel de l'émancipation des femmes, il faudrait presque 220 ans pour combler les disparités entre les sexes. Le monde ne peut attendre plus longtemps ; une nouvelle démarche s'impose.

Pour aider à tracer la voie aux sociétés pour qu'elles se mettent à engager, à retenir et à promouvoir des femmes à des postes importants, nous nous joignons cette semaine à plus de 400 dirigeants de



multinationales et de représentants gouvernementaux à Santiago au Chili, dans le cadre du quatrième forum mondial de l'Égalité des sexes dans les affaires. La conférence — organisée par l'État chilien et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec l'OIT et ONU Femmes — mettra en relief l'importance de la parité des sexes dans le secteur privé.

Une solution qui y sera abordée, le programme du Sceau pour l'égalité des sexes, une initiative unique financée par le PNUD qui certifie les sociétés qui ont éliminé les écarts salariaux, a accru le nombre de femmes dans des postes décisionnels et œuvre également à l'élimination du harcèlement sexuel dans le monde du travail.

Aujourd'hui, ces sociétés internationales certifiées par la PNUD montrent l'exemple en formant une composition plus équilibrée de leur équipe de direction. Ainsi, la Société d'État du Chili œuvrant dans le secteur de l'exploitation du minerai de cuivre, Codelco, engage plus de femmes, ce qui a pour effet d'augmenter sa productivité. Banco Nacional du Costa Rica a aussi promu des douzaines de femmes dans des postes de direction ; la banque est maintenant le principal pourvoyeur de financement aux femmes entrepreneurs de la région. Et au Canada, la Banque Scotia a mis sur pied un programme de mentorat des femmes en finance pour devenir l'une des sociétés bancaires où la parité est la plus avancée du secteur. Il est à espérer que beaucoup d'autres entreprises feront les démarches pour obtenir la certification d'égalité des sexes, éventuellement en annonçant cette semaine leur intention de le faire.

Une autre initiative qui y sera discutée, les Principes d'émancipation des femmes, une série de directives opérationnelles élaborées par ONU Femmes

et le Pacte mondial de l'ONU qui incarne la justification économique de la parité des sexes. Plus de 1 700 PDG ont adhéré à de tels principes, tandis que près de 300 sociétés dans 61 pays se sont servies de l'outil gratuit d'analyse des disparités entre les sexes mis au point dans le cadre de l'initiative aidant les gestionnaires à les appliquer dans les milieux de travail.

Evidemment, les conférences mondiales, les systèmes de certification et les logiciels gratuits ne sont qu'une partie de la solution. Ce sont encore les femmes qui supportent encore la plus grande part des tâches domestiques. Elles subissent toujours les pressions des normes sociales et culturelles qui les empêchent de faire des études, de lancer des entreprises ou de participer à la vie publique. De plus, les femmes salariées sont toujours du mauvais côté d'un fossé salarial moyen entre les sexes de 23%, ce qui laisse croire que l'égalité ne concerne pas seulement les perspectives d'emploi.

Les entreprises, les collectivités et les familles doivent collaborer pour égaliser les chances. Heureusement, le coût de l'inaction est trop élevé pour toutes les entreprises et pour les économies mises ensemble. C'est bien pour cela que nous gardons notre optimisme et que nous estimons possible l'élimination des préjugés sexistes au travail. Lorsque les entreprises mettent l'émancipation des femmes au cœur de leurs stratégies, la croissance et l'égalité peuvent se nourrir l'une de l'autre pour que personne ne soit laissé pour compte.

Achim Steiner,
Administrateur du PNUD
Phumzile Mlambo-Ngcuka,
Directrice exécutive d'ONU Femmes

HABARI ZA UDUNGA

« La guerre de la salive », un concept stratégique

À chaque fois que dans les îles de la lune où nous nous trouvons face à une situation alambiquée, pour ne pas dire confuse, nous ne manquons pas de nous rappeler les paroles d'un vieux de notre quartier, qui aimait dire que chez nous, nous marchons « tête en bas ». En effet, nous avons la fâcheuse tendance à essayer d'aller chercher des explications lointaines à des problèmes auxquels nous devons faire face dans l'immédiat. Il est bien vrai, qu'il est difficile de se retrouver quand on a la tête en bas. Dans cette position, tout raisonnement ne peut être que biaisé, cela va de soi.

Deux problèmes sont là pour illustrer notre propos. Il s'agit de nos relations avec l'ancienne puissance coloniale et de notre tendance à nous

croire au centre du monde. Ces deux thèmes illustrent notre façon de nous comporter face aux réalités. Loin de chercher des solutions de bon sens, nous nous retrouvons souvent en train de passer notre temps loin des buts que nous voulons atteindre.

Il nous faut avoir l'intelligence d'essayer de résoudre nos conflits, dans le cadre que nos amis chinois ont défini comme la « coexistence pacifique ». En effet, le dialogue ne veut pas dire une absence de conflits ou d'intérêts. C'est une manière, nous le croyons, d'éviter des lendemains qui déchantent. Et pour ce faire, nous pensons que « La guerre de la salive » chère au feu le président Ahmed Abdallah, aurait dû rester un concept clé de notre politique envers la puissance coloniale. L'avoir mis de côté, nous a

enlevé l'opportunité de mettre au premier plan la question de Maoré. Aujourd'hui plus qu'hier, la guerre de la salive doit reprendre de plus belle. La colonisation est loin d'être une vue de l'esprit.

Tous les analystes sous les cocotiers sont convaincus que toute la stratégie de la puissance coloniale, c'est d'imposer la loi du silence autour de cette question. Il suffit de jeter un regard sur toutes les propositions suggérées par la diplomatie gauloise pour se rendre compte que le point principal des propositions qu'elle soumet a toujours trait au retrait de toute demande de condamnation de ce pays dans les instances internationales. C'est ainsi que « La guerre de la salive » avait été une réponse opportune face à la loi du plus fort. Un concept stratégique, qui

mérite d'être intégré dans un monde gouverné, entre autres, par le multimédias.

Concernant notre nombrilisme à nous croire au centre du monde, le conflit dit des compétences s'est révélé au fil du temps comme un conflit d'intérêts entre groupes rivaux qu'autre chose. Aujourd'hui, on voit mal, ce qui différencie le comportement d'un dirigeant de l'Union de celui d'une entité insulaire. Ils viennent tous les deux du même moule. Alors, de grâce, qu'on nous épargne les discours creux d'un combat insulaire dont personne ne croit, sauf bien sûr les gens de mauvaise foi.

Mmagaza



UNION DES COMORES
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE,
DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT, DU TOURISME,
DES INVESTISSEMENTS, DU SECTEUR PRIVE ET
DESAFFAIRES FONCIERES



**GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT**

**Projet d'Appui à l'Agence de Promotion des Investissements (PAAPI)
(PAAPI – Comores)**

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

Projet n°: 5900155012851 / Don N° : P-KM-K00-008

AVIS GENERAL DE PASSATION DE MARCHES

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un don issu des ressources du pilier III de la Facilité d'appui à la transition (FAT) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), d'un montant de 1.10 millions d'Unités de Compte (UC), pour financer le Projet d'Appui à l'Agence de Promotion des Investissements (PAAPI).

2. Le PAAPI vise à renforcer la capacité institutionnelle de l'ANPI (Agence Nationale pour la Promotion des Investissements), ainsi que la capacité individuelle du personnel clé à promouvoir et à faciliter l'investissement par la formation et surtout la formation sur le tas et le développement des compétences. Les objectifs spécifiques de ce projet sont étroitement alignés sur le mandat de l'ANPI pour soutenir cette agence et la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D, 2015-2019) du pays, dont l'objectif principal est d'obtenir une croissance économique plus diversifiée créatrice d'emplois : (i) en priorisant et développant les secteurs présentant les

meilleures perspectives d'attraction de l'IDE (en mettant l'accent sur la réduction de la dépendance à l'égard des importations et l'augmentation de la valeur-ajoutée); (ii) en établissant le profil de ces secteurs, en préparant des matériels de marketing appropriés et en identifiant/touchant des investisseurs potentiels; et (iii) en améliorant la capacité de l'ANPI à faciliter l'investissement et à fournir des services de qualité pour les investisseurs.

3. Le projet comprend les composantes suivantes : (i) Opportunités et Promotion des investissements privés, (ii) Facilitation des investissements, services aux investisseurs et suivi à l'investisseur, et (iii) Gestion des données et des connaissances.

4. L'acquisition des biens et services de consultants se fera conformément à la « Politique de passation des marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque », entrée en vigueur le 1er janvier 2016. Les dossiers d'appel à la concurrence devraient être disponibles à partir de mars 2018.

5. Les modes d'acquisition prévus sont les suivants :

Biens : Les marchés de biens relatifs à l'acquisition des équipements informatiques et des mobiliers de bureau destinés à l'ANPI seront acquis par consultations des fournisseurs dans le cadre des méthodes et procédures d'acquisitions de la Banque.

Services de consultants : L'acquisition des services de consultants (firme) pour la mise en oeuvre des composantes du projet sera effectuée sur la base d'une liste restreinte selon la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC). Les services de conception, développement et gestion d'un site web seront acquis sur la base d'une liste restreinte selon la méthode de sélection basée sur les qualifications des consultants (SQC).

Le recrutement de consultant individuel pour les évaluations à miparcours et finale du Projet se fera conformément aux procédures de la Banque en matière de sélection de consultants individuels.

6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires, et confirmer leur intérêt à l'adresse suivante :

Projet d'Appui à l'Agence Nationale pour Promotion des Investissements (PAAPI) /MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT, DU TOURISME, DES INVESTISSEMENTS, DU SECTEUR PRIVE ET DES AFFAIRES FONCIERES

A l'attention de :
Mohamed Nadjib Youssouf
Coordonnateur National par intérim de la Structure d'exécution du projet (SEP) – Comores
-Quartier Malouzini-Moroni
B.P : 7755 Moroni – Union des Comores
Tél : (+269) 773 94 80
Fax : (+269) 773 95 54
Email : prci_comores@yahoo.fr